

Numéro 15 - 22 avril 2017

Les échecs du renseignement américain

Notre sécurité est dans notre lutte pour les droits de tous et toutes!



Les échecs du renseignement américain

- Notre sécurité est dans notre lutte pour les droits de tous et toutes!
- Des justifications fabriquées pour le recours aux pouvoirs de police - *Pauline Easton*

Développements internationaux depuis les frappes américaines en Syrie

- La position sans principe et guerrière du gouvernement Trudeau - *Sam Heaton et Enver Villamizar*
- Les États-Unis multiplient les provocations
- Les États-Unis menacent la Corée - *Charlie Vita*
- Les contradictions s'aiguisent au sein de la bureaucratie américaine au sujet de l'attaque à l'arme chimique - *Hilary LeBlanc*

Des actions partout dans le monde condamnent le bombardement américain en Afghanistan

- Bas les pattes de l'Afghanistan! OTAN, hors d'Afghanistan! Fin à l'occupation maintenant!

Le Venezuela résiste à l'ingérence impérialiste

- Dénonçons le sale rôle joué par le Canada! Ne touchez pas au Venezuela! - *Margaret Villamizar*
- Les Vénézuéliens se mobilisent à la défense de la révolution bolivarienne

Lancement d'une grève de la faim en masse le 17 avril, Jour des prisonniers palestiniens

- **Liberté pour la Palestine et tous les prisonniers politiques d'Israël! La résistance est un droit! Fin à l'occupation! - Yi Nicholls**
- **Conditions dans les prisons israéliennes - Centre palestinien pour les droits de la personne (PCHR)**

Élection présidentielle en Équateur

- **La révolution citoyenne l'emporte sur l'oligarchie**

Les échecs du renseignement américain

Notre sécurité est dans notre lutte pour les droits de tous et toutes!

Les contradictions dans les rangs de la bureaucratie américaine se sont beaucoup exacerbées depuis que Donald Trump est devenu président des États-Unis d'Amérique. Les révélations sur l'échec des agences du renseignement américain à fournir des informations fiables les accentuent davantage.

Tous les 17 services du renseignement américain ont été accusés d'ingérence dans l'élection présidentielle et un bon nombre de personnalités militaires se sont également prononcées en faveur du camp de Clinton ou du camp de Trump. Les deux partis politiques, les démocrates et les républicains, ont été accusés de s'espionner mutuellement et/ou de collaborer avec l'espionnage russe. Les Russes ont également été accusés d'ingérence dans le processus électoral américain. Les fuites du cabinet, les accusations d'espionnage *par* la Maison Blanche ou d'espionnage *contre* la Maison Blanche par les services de renseignement se sont multipliées tandis que des accusations de fausses informations émanant des services de renseignement sont sorties de leurs propres rangs.



Les récentes accusations que les services de renseignement fournissent de faux renseignements et que la présidence des États-Unis ne base pas ses actions sur des renseignements fiables sont liées à l'affirmation non fondée que le gouvernement syrien a utilisé des armes chimiques contre des civils le 4 avril 2017. Cela est contesté par plusieurs anciens militaires et personnalités du renseignement qui, utilisant des canaux privilégiés, corroborent la version russe des événements selon laquelle le gouvernement syrien n'y est pour rien.

Selon certaines sources, le directeur de la CIA de Trump, Mike Pompeo, a lui-même essayé d'avertir le président de l'échec du renseignement sur la Syrie avant la frappe aérienne américaine du 6 avril. Il aurait été écarté par les « faucons » et n'était pas dans la « salle de commandement » au domaine privé de Floride du président lorsque la frappe de missile a été déclenchée.[1] Ces compte-rendus contradictoires des différentes sections de la « communauté du renseignement » sont censés pousser les personnes éprises de paix qui s'opposent aux agissements du gouvernement de Trump et d'autres gouvernements à prendre partie dans la lutte factionnelle qui se mène dans les

rangs des élites dominantes.[2]

L'objectif est également de détourner encore l'attention de la crise profonde dans laquelle s'enlisent les institutions démocratiques américaines et des dangers que représente l'établissement d'un gouvernement des pouvoirs de police. Les révélations des anciens agents des services de renseignement montrent également que l'agression contre la Syrie n'a pas uni la bureaucratie américaine comme prévu. Le matériel que publie *LML* cette semaine montre que plus les divisions s'aiguisent dans les rangs de l'élite dirigeante et de ses services de renseignement, plus les dangers augmentent pour les peuples du monde. Deux jours après les frappes américaines, le commandement Pacifique des États-Unis a annoncé le déploiement d'un porte-avions, de navires de guerre et de sous-marins dans les eaux coréennes pour menacer la République populaire de Chine et la République populaire démocratique de Corée et pour contenir la Russie. Puis, le 13 avril, aux mêmes fins, les États-Unis ont attaqué l'Afghanistan avec une *GBU-43/B Massive Ordnance Air Blast Bomb*, une bombe à effet de souffle d'artillerie lourde de 10 tonnes, qui, nous dit-on, est « la plus puissante bombe non-nucléaire jamais utilisée par l'Amérique ».

Malgré les échecs massifs du renseignement, les peuples du monde sont censés confier leur sort et leur protection aux organismes de sécurité, aux services de renseignement, à la police et aux forces armées qui fournissent de faux renseignements ou basent leurs actions sur de faux renseignements. C'est non seulement irrationnel, mais c'est également une tentative désespérée de garder les peuples désarmés face à la situation. C'est une voie pleine de dangers.

LML considère que les peuples ne peuvent établir leur position en se basant sur ce que disent les impérialistes américains et les autres grandes puissances, et sur des renseignements faux et intéressés, car il est nécessaire de faire preuve de lucidité en examinant les conséquences de la lutte pour le pouvoir entre les intérêts privés qui se sont emparés de l'appareil d'État des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN et en tirer les conclusions qui s'imposent. Les événements actuels enseignent aux mouvements de résistance des peuples qu'ils doivent baser leur action sur leur propre intelligence collective indépendante, fondée sur leur propre expérience collective. La sécurité des peuples du monde est dans la lutte pour leurs droits et les droits de tous et toutes.

Notes

1. Le même directeur de la CIA, Mike Pompeo, a annoncé le 13 avril que les États-Unis considéraient désormais l'organisation Wikileaks comme un « service de renseignement non étatique hostile souvent encouragé par des acteurs étatiques comme la Russie ». Pompeo a déclaré : « Nous devons reconnaître que nous ne pouvons plus tolérer qu'Assange et ses collègues aient la latitude d'utiliser des valeurs de liberté d'expression contre nous. ... Leur donner l'espace pour nous écraser avec des secrets obtenus illégalement est une perversion de ce que représente notre grande Constitution. Cela se termine maintenant. » Durant la campagne électorale américaine de 2016, Mike Pompeo (auparavant un représentant au Congrès du Tea Party) et Trump ont cité et salué Wikileaks pour avoir exposé les différents crimes de l'adversaire de Trump, Hillary Clinton.

2. La frappe contre la Syrie a été précédée par un remaniement au sein du gouvernement américain, notamment, entre autres mesures, celui du Conseil de sécurité nationale de Trump. Ce remaniement aurait favorisé le conseiller de la sécurité nationale, le lieutenant-général HR McMaster, qui est une des nombreuses figures militaires du gouvernement Trump, mais un des seuls encore en service actif. La nomination de McMaster a été elle-même le résultat de luttes intestines féroces dans le cercle rapproché de Trump. Son prédécesseur, le général Michael Flynn, a été obligé de démissionner au bout de 24 jours parce qu'il avait prétendument menti au vice-président au sujet de ses rencontres avec l'ambassadeur de Russie aux États-Unis. Après la frappe contre la Syrie, le conseiller adjoint à la sécurité nationale, KT McFarland, a été invité à démissionner et a été transféré à un poste diplomatique.

Au nombre de ceux qui se sont unis à Trump, il y a son ancienne rivale Hillary Clinton qui, quelques heures seulement avant la frappe de missile, a demandé que les États-Unis bombardent les aérodromes syriens. Après la frappe, les sénateurs républicains John McCain et Lindsey Graham, tous deux des détracteurs virulents du gouvernement de Trump, ont fait une déclaration conjointe en appui aux frappes et ont déclaré que maintenant Trump « mérite le soutien du peuple américain ». Le sénateur républicain Marco Rubio, lui-même un ancien rival de Trump, qui a continué de critiquer Trump, a également salué les frappes et cité des versets de la Bible : « Les méchants ne resteront pas impunis », a-t-il dit. Il a exigé d'autres mesures et déclaré qu'il fallait « cesser de s'inquiéter de ce que la Russie va penser ou de ce que va faire la Russie ».



Des justifications fabriquées pour le recours aux pouvoirs de police

- Pauline Easton -

L'hystérie sur le piratage informatique russe, les fausses nouvelles et la subversion pendant les élections présidentielles américaines et depuis a permis aux services de renseignement et à la police secrète des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN de se présenter comme les défenseurs de la démocratie. Ce faisant, ils appellent au renforcement de leurs pouvoirs arbitraires comme moyens de protection contre les « menaces ». Malgré le fait que ces organismes sont connus pour leurs mensonges tant au niveau national qu'international et leurs ingérences passées et présentes, le spectre de « l'agression russe » est présenté comme une preuve de la nécessité de mettre notre confiance dans les pouvoirs de police de l'État impérialiste des États-Unis.

Au Canada, le gouvernement Trudeau a emboîté le pas et annoncé qu'au lieu de mettre en place la réforme promise du système électoral, les services du renseignement du Canada allaient s'impliquer davantage dans les élections pour nous défendre contre les prétendues menaces russes. Le 1er février, Trudeau a annoncé que la nouvelle mission de son gouvernement est « de défendre le processus électoral du Canada contre les cybermenaces » et que cela comprendra la participation du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), l'organisme d'espionnage électronique du Canada, qui est connu pour mener sa propre « cyberguerre », aux



élections canadiennes et son travail auprès des partis politiques. De même, le détachement militaire du Canada déployé en Lettonie compte dans ses rangs des « cyber guerriers » du renseignement militaire qui luttent contre les « attaques par la Russie » et les « fausses nouvelles » qui, selon les chefs militaires, comprennent les affirmations que le Canada et les autres pays de l'OTAN poursuivent des buts agressifs en déployant des troupes aux frontières de la Russie, ou que les gens s'opposent à leur présence.

Toute cette dépendance accrue envers les services de renseignement survient malgré le fait notoire qu'ils n'ont même pas pu prédire le résultat des élections américaines. Hillary Clinton s'est vantée que pas moins de 17 agences distinctes soutenaient ses prétentions concernant le piratage russe du Parti démocrate et l'ingérence russe pour faire élire son adversaire. Le gagnant, Donald Trump, a déclaré que soutenir les agences de renseignement et leurs pouvoirs était une priorité absolue et son

gouvernement a relancé la lutte contre la menace russe, malgré les luttes factionnelles en cours pour établir les liens entre la campagne de Trump et l'État russe, qui pourrait montrer que Clinton avait raison. Le « renseignement » semble être ou bien inexact ou bien tout simplement intéressé. Dans cette situation, comment peut-on faire confiance à ces organismes et à ceux pour qui ils travaillent pour assurer la sécurité du peuple ?

Un exemple du caractère intéressé des actions de ces organismes est le fait peu connu que les affirmations explosives sur le piratage russe de l'élection américaine et les conclusions et les rapports des organismes de renseignement officiels ont été produits non pas par ces organismes mais sous-traités et produits par une agence privée appelée CrowdStrike. Bien que la liste de ses clients soit secrète, nous savons que celle-ci comprend non seulement le gouvernement américain, mais aussi le Parti démocrate et « cinq des 10 plus grandes banques du monde et trois des principales entreprises pétrolières et gazières ». CrowdStrike est également connu pour un rapport discrédité selon lequel les pirates informatiques russes auraient infecté les équipements technologiques de l'artillerie ukrainienne et provoqué des pertes énormes d'équipement.

CrowdStrike et son principal concurrent, Mandiant, se sont fait connaître par la publication de rapports douteux dans lesquels ils accusaient la Chine de cyberattaques généralisées contre les États-Unis et plusieurs de leurs alliés. Le Rapport de 2013 de Mandiant, prétendument exhaustif, qui associait le gouvernement chinois aux cyberattaques, a été critiqué par plusieurs experts de la cyber-sécurité, en particulier parce qu'il écartait la possibilité que d'autres acteurs étatiques aient déguisé leurs propres actions pour les faire passer pour des attaques perpétrées par les Chinois.[1] La Chine a nié ces allégations et a demandé aux États-Unis de cesser leurs accusations sans fondement, et souligné que les adresses IP peuvent être facilement dissimulées et que la Chine fait face à de nombreuses cyberattaques provenant d'adresses IP aux États-Unis.

Le 31 mars, Wikileaks a publié des centaines de fichiers sur le code source « Marble » de l'Agence centrale de renseignement des États-Unis (CIA) qui, selon Wikileaks, permet à l'agence de s'engager dans « un double jeu d'attribution légale, par exemple en prétendant que la langue du créateur du virus n'était pas l'anglais mais le chinois ».

En imposant leur conclusion intéressée, l'objectif de tous ces organismes et de ces entreprises privées est de colporter leurs marchandises et de renforcer leur emprise sur les institutions de l'État. L'exemple américain montre la gravité de la crise dans laquelle les cercles dominants et leurs institutions sont plongés. Plus ceux-ci créent des forces de sécurité, plus ils mettent en place des mesures de sécurité et plus ils recourent aux pouvoirs de police, plus ils s'embourbent. Les contradictions au sein de la bureaucratie et des services civils et militaires s'aiguisent, mais on nous invite néanmoins à compter sur ces organismes.

Les cercles dominants n'ont pas changé leurs prétextes depuis le début de la guerre froide, déclenchée en utilisant le prétexte de l'espionnage russe. À cette époque, les services de renseignement ont reçu une mission : la contre-révolution. L'infrastructure dans les pays capitalistes avancés était basée sur un contrat social destiné à garder les travailleurs attachés au système bipartite afin d'isoler le communisme et assurer que le désir de paix, de démocratie et de socialisme du peuple soit manipulé pour consolider les institutions capitalistes et empêcher la propagation du communisme.

Les allégations d'espionnage russe ont été utilisées pour justifier la création d'organismes de renseignement et leurs activités secrètes, tout comme les allégations de cyber-espionnage russe aujourd'hui servent à accroître le recours aux pouvoirs de police. Selon la désinformation lancée dès que la Deuxième Guerre mondiale touchait à sa fin, le premier espion a été Igor Gouzenko, un chiffreur à l'emploi de l'ambassade soviétique au Canada. Il aurait fait défection le 5 septembre 1945, à peine trois jours après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, amenant avec lui « 109 documents sur les activités d'espionnage de l'Union soviétique en Occident ». Cela aurait «

forcé le premier ministre Mackenzie King à créer une Commission royale pour enquêter l'espionnage au Canada ».

L'historien Jack Granatstein écrit que l'« affaire Gouzenko » a déclenché la guerre froide. Gouzenko « a exposé les efforts de Staline pour voler des secrets nucléaires et la technique d'implantation de cellules dormantes ». Il ajoute que cette affaire « a été le début de la guerre froide dans l'opinion publique », c'est-à-dire qu'une justification était offerte pour renforcer les organismes de sécurité et du renseignement et mener une campagne anticommuniste pour défendre les « démocraties occidentales ».

Le journaliste Robert Fulford écrit : « Je suis absolument certain que la guerre froide a commencé à Ottawa. » Le *New York Times* prétend que les activités de Gouzenko « ont éveillé les Nord-Américains à l'ampleur et au danger de l'espionnage soviétique ».

Après Gouzenko, pour prouver ces « dangers », les Américains Julius et Ethel Rosenberg ont été faussement accusés d'espionnage pour les Russes et de vol de « secrets nucléaires ». C'était malgré le fait qu'après la guerre, des scientifiques atomistes américains avaient déclaré à maintes reprises qu'il n'existait pas de secret de fabrication pour faire une bombe nucléaire et que n'importe quel pays serait en mesure d'appliquer les mêmes principes scientifiques et de développer leur propre bombe dans trois à cinq ans. Pourtant, toutes les accusations contre les Rosenberg et autres allégations concernant l'espionnage ont servi à justifier leur persécution, leur condamnation à mort et la persécution des communistes, des travailleurs et des forces progressistes et le recours aux pouvoirs de police pour défendre « la démocratie contre la dictature totalitaire ».

L'élite dominante tente de faire le même coup aujourd'hui. Cependant, malgré leur énorme puissance, les organismes de renseignement subissent l'humiliation d'un échec du renseignement après l'autre, surtout leur incapacité à convaincre les gens de leur faire confiance pour assurer leur sécurité. Ils continuent de représenter un danger grave pour la cause de la paix et la démocratie à l'échelle mondiale.

Notes

1. Ils ont souligné que le rapport Mandiant avait des défauts analytiques majeurs, parmi lesquels :

- l'exclusion, sans justification, d'autres auteurs éventuels des attaques en question, notamment la possibilité que d'autres agences étrangères déguisent leurs propres opérations comme étant chinoises ;

- le manque de suite logique, comme lorsqu'on laisse entendre que si un piratage était fait par une des millions de personnes dans l'armée chinoise, c'est parce que le gouvernement en avait donné l'instruction ; - retracer une adresse IP dans une section de Shanghai, une ville de plus de cinq millions de personnes, et suggérer faussement qu'elle était attribuée à un bâtiment de l'armée ;

- une détermination évidente à attribuer à la Chine le rôle de méchant malgré le fait que de nombreux acteurs étatiques sont connus pour les cyberattaques, y compris les plus grands alliés des États-Unis ; et

- insister pour désigner comme coupable le gouvernement chinois malgré le fait qu'il est presque impossible de prouver sa responsabilité pour de telles attaques, et de nombreuses méthodes existent pour dissimuler les auteurs.

Voir par exemple : Adam Taylor, « Sorry, But That 'Chinese' Hacking Report Proves Nothing », *Business Insider*, 19 février 2013



Développements internationaux depuis les frappes américaines en Syrie

La position sans principe et guerrière du gouvernement Trudeau

- Sam Heaton et Enver Villamizar -

Le gouvernement Trudeau prend une position sans principe et guerrière sur la guerre en Syrie. S'il prétend être en faveur d'une solution politique, et si avant les frappes américaines du 6 avril il disait qu'il fallait une enquête en bonne et due forme sur l'incident qui a fait plusieurs morts parmi les civils le 4 avril, il a soudainement changé son refrain lorsque le gouvernement américain lui a demandé de le soutenir. Justin Trudeau est alors passé à l'action avec plusieurs déclarations blâmant le gouvernement syrien et soutenant les frappes américaines illégales. Il est par contre resté silencieux sur l'utilisation de la super bombe en Afghanistan la semaine suivante et il participe au battage des tambours contre la Corée.

Le 7 avril, le lendemain des frappes aériennes des États-Unis contre la Syrie, le premier ministre Trudeau a dit à la Chambre des communes qu'il avait parlé au président Trump ce matin-là et que « le régime Assad doit rendre des comptes ». Il a continué de dire qu'il favorisait « des solutions diplomatiques à la situation en Syrie » mais le 10 avril, lors de sa visite sur les champs de bataille de la première et de la deuxième guerres mondiales accompagné du président français François Hollande, il a dit qu'il fallait « avancer le plus rapidement possible vers la paix et la stabilité en Syrie sans inclure Bachar el-Assad ». Le premier ministre a également appelé à des représailles contre la Russie en reprenant la propagande des États-Unis que le gouvernement russe a sa part de responsabilité dans la mort de personnes par des armes chimiques puisqu'il soutient le gouvernement Assad et doit par conséquent rendre des comptes. Ces sujets seront abordés à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7 à Lucca, Italie, les 10 et 11 avril, a-t-il ajouté.



Le lendemain, en Italie, la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland a déclaré : « Assad doit partir. » C'est devenu le slogan du gouvernement libéral depuis que l'administration Trump a annoncé son intention d'attaquer la Syrie. Il fait écho à la position du gouvernement conservateur de Stephen Harper et aux nombreuses déclarations de son ministre des Affaires étrangères John Baird en 2012 et 2013. Cette demande des impérialistes anglo-américains, de la France, de l'Arabie saoudite et d'autres depuis 2011, gênée par les « échecs des services du renseignement » entourant la tentative bâclée du président Obama de déclencher la guerre contre la Syrie en 2013 et par le conflit parallèle avec l'ÉIIL, est redevenue la cause du jour. En même temps, le Canada a continué de soutenir politiquement et financièrement les forces qui veulent un changement de régime en Syrie tout en prétendant vouloir une solution politique.

Le député libéral Matt De Courcey, secrétaire parlementaire de la ministre Freeland, a dit au

Huffington Post le 17 avril que le rôle du Canada dans la montée de l'intervention en Syrie sera basée sur des discussions « passant par le G7, par l'ONU, et d'autres efforts de nos alliés et de la coalition » et que « notre relation étroite avec les États-Unis nous permet de connaître la situation et leurs plans et actions relatifs à certaines zones de conflit dans le monde ». Il a ajouté : « Nous avons entendu le président Trump exprimer des points de vue qui sont plus étroitement alignés sur les nôtres concernant le multilatéralisme, l'importance de l'ONU, l'importance encore une fois de trouver une paix durable pour le peuple syrien. »



Le Canada a condamné la Russie pour avoir utilisé son droit de veto le 12 avril contre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant d'autres attaques contre la Syrie. La résolution a été battue à cause du veto russe. La Russie et la Bolivie ont voté contre ; l'Égypte, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, le Sénégal, la Suède, l'Ukraine et l'Uruguay ont voté pour et il y a eu trois abstentions : la Chine, l'Éthiopie et le Kazakhstan.

La résolution présentée par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni exigeait que la Syrie accorde un accès illimité à tous les sites à la demande des inspecteurs internationaux, fournisse les plans de vol, les journaux de navigation et les noms d'officiers militaires à la demande des inspecteurs. Mais surtout, elle stipulait que le refus de se plier à la demande justifierait une action militaire américaine

soutenue par le Conseil de sécurité aux termes de l'article VIII de la Charte de l'ONU. Vladimir Safronkov, l'envoyé de la Russie au Conseil de sécurité (l'ambassadeur de la Russie à l'ONU, Vitaly Tchourkine, est décédé à New York le 20 février), a expliqué que « la principale objection à la résolution est qu'elle assigne le blâme avant la tenue d'une enquête extérieure objective sur l'incident... Le résultat du vote était prévisible puisque nous sommes catégoriquement en désaccord avec un document fondamentalement mal conçu. »

La ministre Freeland a dit dans un communiqué : « Le Canada déplore le veto opposé aujourd'hui par la Russie à l'occasion du vote au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est la huitième fois que la Russie exerce son droit de veto pour des résolutions visant la Syrie. Cette obstruction systématique à l'ONU ignore froidement les souffrances des Syriens et empêche de tenir responsables de leurs actes les auteurs de ces atrocités horribles. Parmi les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU, seule la Bolivie s'est jointe à la Russie, qui a opposé son veto à la résolution. »

Le 21 avril, Affaires mondiales Canada a annoncé des sanctions supplémentaires contre la Syrie ciblant « 17 hauts dirigeants du régime Assad et cinq entités en lien avec l'utilisation d'armes chimiques en Syrie ». Dans son communiqué le ministère dit que les sanctions visent à « accroître la pression internationale sur le régime pour qu'il cesse immédiatement les actes de violence arbitraire contre son propre peuple, comme l'attaque à l'arme chimique perpétrée ce mois-ci, et qu'il amorce des négociations sérieuses ». Il soutient aussi que le Canada « contribuera aux enquêtes sur l'utilisation d'armes chimiques et à la collecte de preuves pour appuyer la poursuite en justice des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Syrie », bien qu'il ait déjà déclaré un coupable pour les événements du 4 avril et qu'à ce sujet il ne voit pas la nécessité d'une enquête.

Un attentat-suicide des rebelles a fait plus de 126 morts en Syrie le 16 avril, dont 68 enfants dans

un autobus qui était évacué par le gouvernement des villes assignées par les terroristes dans la province d'Idlib pour libérer Alep. CNN rapportait ce jour-là que « des dizaines de supporters du président Bachar el-Assad sont les dernières victimes de la guerre civile brutale qui fait rage en Syrie ».

Les gestes du gouvernement Trudeau pour resserrer les coudes avec Donald Trump et ses menées en Syrie, l'attaque dépravée à la bombe en Afghanistan et l'escalade dramatique des préparatifs de guerre n'ont pas empêché les contradictions de s'aiguïser au sein des élites dominantes ni fait disparaître le besoin de faire du Canada une zone de paix.

En France, à l'occasion du 100e anniversaire de la bataille de Vimy, Justin Trudeau s'est rendu sur les champs de bataille de la première et de la deuxième guerres mondiales pour rendre hommage « aux milliers de Canadiens qui ont donné leur vie loin des côtes du Canada ». Faut-il lui rappeler que la Première Guerre mondiale fut un massacre sans précédent auquel se sont livrées les puissances impérialistes et coloniales de l'époque ? Elle a fait plus de 17 millions de morts et causé la chute de quatre empires : l'empire russe, l'empire austro-hongrois, l'empire prussien qui dominait l'Allemagne et l'empire Ottoman. Faut-il aussi lui rappeler que plus de 27 millions de citoyens soviétiques, plus de 14 millions de Chinois et des millions d'autres personnes partout en Europe ont sacrifié leur vie pour défaire Hitler, Mussolini et Tojo durant la Deuxième Guerre mondiale? Le peuple ne veut pas de répétition de ces atrocités.



Les États-Unis multiplie les provocations

Échec à créer la division entre la Russie et la Syrie

Une rencontre des ministres des Affaires étrangères du G7 a eu lieu les 10 et 11 avril à Lucca, en Italie, au même moment où le secrétaire d'État américain Rex Tillerson effectuait une visite officielle à Moscou pour s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères de Russie Sergeï Lavrov et le président russe Vladimir Poutine. Les Américains ont tenté de convaincre la Russie de renoncer à son soutien militaire et politique à la Syrie parce que son gouvernement aurait prétendument utilisé des armées chimiques.

Le Canada était de la partie. La ministre Freeland a dit à la réunion du G7 que « la Russie doit décider si elle veut accroître son appui à ce régime sanguinaire ». Le ministre de la Défense de Grande-Bretagne, sir Michael Fallon, a dit que la Russie était « indirectement responsable de chaque mort de civils » dans l'attaque du 4 avril. Dans un article du 8 avril, *The Economist* affirme que « plus la Russie maintient Assad au pouvoir, plus elle devra partager sa culpabilité ». Le président américain Donald Trump et la première ministre britannique Theresa May ont déclaré d'un commun accord lors d'un point de presse le 10 avril que les frappes américaines ont donné à la Russie « une occasion » d'admettre que « son allégeance à Assad n'est plus dans son intérêt stratégique ».



À Moscou, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a reconnu le danger de la détérioration des relations entre les États-Unis et la Russie : « Le niveau de confiance entre nos deux pays est très faible. Les deux plus grandes puissances nucléaires du monde ne peuvent pas avoir ce genre de relations entre elles. » Les pays du G7 ont renoncé à imposer des sanctions supplémentaires à la Russie comme le demandaient les États-Unis et le Royaume-Uni. Le ministre russe a dit : « Nous avons constaté que la phase actuelle que traversaient nos relations et la situation internationale n'était pas la plus calme. [...] Nous sommes réalistes et nous comprenons que de sérieux efforts sont nécessaires pour surmonter ces barrières. Nous sommes disposés à fournir de tels efforts, comprenant que ce sera réciproque de la part de nos collègues américains. »

Utilisation de la bombe « MOAB » par les États-Unis en Afghanistan

Comme pour bien montrer à la Russie quels sont ses « intérêts stratégiques », le 13 avril les États-Unis ont effectué une frappe sans précédent contre l'Afghanistan avec la « super bombe » GBU-43B de 10 tonnes. On a dit que 94 personnes ont été tuées. Comme pour laisser entendre qu'à l'avenir les États-Unis pourraient utiliser des armes encore plus dévastatrices à la poursuite de leur stratégie géopolitique pour dominer le monde, les médias américains ont répété à plusieurs reprises qu'il s'agissait de la « plus grosse bombe non nucléaire ». La « Massive Ordnance Air Blast Bomb » (MOAB) détruit tout en un rayon 900 mètres du point de détonation. Dans un rayon de 1,6 km les immeubles s'écrasent. Elle peut tuer des personnes se situant à 2,7 km du point d'impact, provoquer la surdité à 3,2 km et fracasser les vitres à une distance allant jusqu'à 8 km.

Trump a dit aux médias qu'il a donné à l'armée « l'autorisation totale » d'utiliser la MOAB et a ajouté : « Nous avons la plus grande armée au monde et elle a fait son travail comme toujours ». Interrogé sur l'utilisation de la MOAB pour menacer d'autres pays, il a répondu : « Je ne sais pas si cela envoie un message. Ça n'a pas de différence. »



dangereuses ».

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a immédiatement condamné l'acte criminel et a fait une mobilisation de concert avec des Canadiens d'origine afghane pour manifester devant le consulat américain à Toronto dimanche le 16 avril. Le PCC(M-L) a demandé que les États-Unis cessent d'utiliser l'Afghanistan comme terrain d'essai pour des guerres plus étendues et qu'on ne laisse pas le gouvernement canadien s'en sauver avec son appui à de tels actes. L'ancien président afghan Hamid Karzaï, lui-même installé au pouvoir grâce à l'invasion américaine en 2001, a condamné l'attaque qu'il a qualifiée d' « abus brutal de notre pays » et a dit que les États-Unis doivent cesser d'utiliser l'Afghanistan comme « un terrain d'essai pour des armes nouvelles et

L'Afghanistan est depuis longtemps un théâtre de rivalité entre les États-Unis et la Russie. Celle-ci a maintenant initié des pourparlers entre le gouvernement afghan, les talibans et les gouvernements de l'Inde, de l'Iran, du Pakistan et de la Chine. Ces pourparlers à six, sans la participation d'aucun pays de l'OTAN qui occupent présentement l'Afghanistan, ont déjà donné lieu à deux rencontres, une en décembre 2016 et l'autre le 15 février, bien que les talibans aient jusqu'à présent refusé d'y participer.

Les États-Unis menacent la Corée

- Charlie Vita -

Piquets à Toronto contre les préparatifs de guerre américains contre la Corée



Piquet du 19 avril 2017 sur la place Dundas dans le centre-ville de Toronto

Mercredi 26 avril — 17 h à 18 h

Cour supérieure de l'Ontario (devant le consulat américain)
361 avenue University

*Organisés par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et
la Fédération coréenne au Canada
Information : (647) 907-7915*

Le 17 avril, le vice-président américain Michael Pence s'est rendu dans la Zone démilitarisée entre le nord et le sud de la Corée au même moment où un groupe de navires américains munis d'armes nucléaires, dont un porte-avions et plusieurs destroyers et croiseurs, se dirigeaient vers les eaux coréennes. Lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec le président par intérim de la Corée du sud Hwang Kyo-ahn (un fidèle de la présidente Park Geun-hye mise en accusation), Pence a dit :

« Nous espérons atteindre cet objectif [la dénucléarisation du nord de la Corée] par des moyens pacifiques mais toutes les options sont sur la table. Ne serait-ce qu'au cours des deux dernières semaines, le monde a été témoin de la force et de la détermination de notre nouveau président par ses actions en Syrie et en Afghanistan. La Corée du Nord ferait bien de ne pas mettre sa détermination à l'épreuve ou de tester la puissance des forces armées américaines dans cette région. » Les États-Unis « vont repousser toute attaque et nous donnerons une réponse effective et écrasante à toute utilisation d'armes conventionnelles ou nucléaires », a-t-il ajouté.

Avec une ferveur évangélique, Pence a déclaré : « Laissez-moi vous assurer que sous la direction du président Trump notre détermination n'a jamais été aussi solide, notre engagement envers cette alliance historique avec le courageux peuple de Corée du sud n'a jamais été aussi fort et avec votre aide et l'aide de Dieu, la liberté règnera à jamais dans cette péninsule. » Il a également parlé de son père qui a reçu l'étoile de bronze comme soldat dans la Guerre de Corée. Il a dit : « Je crois que mon père au ciel aurait un sourire de voir que les sacrifices que lui et d'autres soldats américains et sud-coréens ont faits sont maintenant défendus par ma génération, que notre engagement envers la sécurité et la prospérité de la Corée du sud n'a pas changé. »

Le même jour, Kim In Ryong, l'ambassadeur adjoint de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) à l'ONU, a tenu une conférence de presse où il a réitéré le désir de la RPDC de signer un traité de paix avec les États-Unis pour mettre fin à la Guerre de Corée et faire cesser les hostilités contre le nord. Il a réitéré que « si les États-Unis osent choisir l'option militaire », la RPDC « est prête à réagir à tout mode de guerre désiré par les États-Unis ». Il a fait remarquer que la décision de l'administration Trump de déployer son groupe de navires dans les eaux coréennes montre que les efforts imprudents des États-Unis pour envahir la Corée encore une fois sont entrés dans une phase grave.



Kim In Ryong, ambassadeur adjoint de la République populaire démocratique de Corée à l'ONU

Kim In Ryong a dit en réponse aux questions des journalistes que les lancements de missiles effectués par la RPDC s'inscrivent dans un processus normal pour un pays qui bâtit sa capacité de défense. Il a fait remarquer que le Conseil de sécurité de l'ONU et les grandes puissances font fi des lancements de missiles par la Corée du sud, le Japon et d'autres pays. La précondition pour résoudre les problèmes sur la péninsule coréenne, a-t-il dit, est de cesser les hostilités américaines. Il a aussi dénoncé la décision de tenir une réunion du Conseil de sécurité le 28 avril sur le programme nucléaire de la RPDC, la qualifiant de « nouvel abus d'autorité » des États-Unis. Toutes les requêtes de la RPDC de tenir des réunions sur la Corée ont été ignorées, a-t-il souligné.

L'ambassadeur adjoint a réitéré deux propositions soutenues par la Chine pour la désescalade de la situation qui ont également été ignorées par les États-Unis : la dénucléarisation de la péninsule coréenne basée sur la signature d'un traité de paix pour mettre fin à la Guerre de Corée et l'arrêt des exercices militaires conjoints des États-Unis et de la Corée du Sud en échange d'un arrêt des essais nucléaires et du développement nucléaire par la RPDC.

Le président Trump a écrit sur son compte Twitter le 13 avril : « Je suis convaincu que la Chine va savoir comment s'occuper de la Corée du Nord. Sinon nous et nos alliés le feront ! »

Dans un éditorial du *Global Times* de Chine publié le 18 avril on lit : « Beijing coopérera avec Washington et s'en tiendra à ses principes. [...] Par contre, les efforts de coopération de la Chine et des États-Unis n'évolueront en aucune circonstance vers une action militaire contre la Corée du Nord. Beijing ne coopérera jamais avec Washington pour ce qui est d'appliquer des résolutions comprenant l'utilisation de la force militaire contre Pyongyang. Beijing ne soutiendra pas non plus les mesures de Washington visant un renversement direct du régime de Pyongyang. »

L'éditorial du *Global Times* poursuit : « Si les États-Unis portent un coup dur à la RPDC, le peuple

chinois ne permettra pas à son gouvernement de rester passif lorsque les armées américaines et sud-coréennes déclenchent une guerre et cherchent à renverser le régime de Pyongyang. La Chine ne permettra pas une telle chose, surtout pas sur ce même sol où l'Armée des volontaires chinois a jadis combattu. » L'éditorial affirme également que la Chine est disposée à imposer d'autres sanctions à la RPDC et que « la dénucléarisation de la Corée du Nord est une priorité qui s'élève au-dessus de ses autres intérêts ».



**Célébrations du 105e anniversaire de naissance du fondateur de la RPDC
Kim Il Sung le 15 avril 2017**

Le 15 avril était jour de célébration en RPDC. C'était le 105e anniversaire de naissance du fondateur du pays, le président Kim Il Sung. Choe Ryong Hae, membre du présidium du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs de Corée, s'est adressé aux participants au rassemblement principal à Pyongyang. Il a noté dans son discours que les États-Unis « recourent à des provocations nucléaires frénétiques contre la RPDC ». Il a déclaré que toute attaque préventive des États-Unis, nucléaire ou pas, méritera une réponse du même type par la RPDC.

Les menaces américaines se sont accompagnées de reportages médiatiques dépeignant la RPDC comme un pays non disposé à négocier et agissant de façon irrationnelle. Un exemple typique est l'affirmation de Victor Cha, président coréen du Centre for Strategic and International Studies en entrevue au réseau NBC : « Les dirigeants de la Corée du Nord n'ont montré aucun intérêt pour la diplomatie et le dialogue avec les pays concernés. » Le congressiste américain Mac Thornberry a dit à Fox News le 16 avril que la RPDC « n'est pas intéressée à négocier ». Plusieurs médias ont repris les propos de Gordon Chang, un professeur américain connu pour ses positions anti-RPDC et anti-Chine, à l'effet que « toutes les tentatives des États-Unis de négocier ont été futiles jusqu'à présent », cachant ainsi que ce sont les États-Unis qui à chaque fois violent l'esprit et la lettre de tout effort.

Le 20 avril, une résolution des États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant un essai de missile par la RPDC n'est pas passée parce que la Russie lui a opposé son veto. Selon la Mission permanente de la Russie à l'ONU, les États-Unis ont refusé d'inclure dans la résolution un article stipulant que la situation sur la péninsule coréenne doit être résolue par le dialogue. La mission russe affirme que les États-Unis ont refusé d'acquiescer à la demande d'inclure cet article et que, quand la résolution a échoué en conséquence, ils ont dit que c'était un autre exemple de « blocage » du Conseil de sécurité par la Russie.



Malgré la désinformation américaine et les sanctions brutales, la RPDC progresse dans sa mission d'offrir une vie prospère à son peuple. Le 13 avril, les dirigeants du pays se sont joints aux résidents de la capitale Pyongyang pour inaugurer le nouvel « Ryomyong » (aube), un complexe de logements publics. Le complexe comprend un gratte-ciel de 70 étages incorporant la technologie solaire et géothermale et des toits et murs verts, des dizaines d'autres immeubles à logement, six écoles, trois maternelles et trois pouponnières. La construction a été achevée il y a presque un an.



Les contradictions s'aiguisent au sein de la bureaucratie américaine au sujet de l'attaque à l'arme chimique

- Hilary LeBlanc -



Manifestation le 7 avril 2017 à New York pour dénoncer la frappe étasunienne contre la Syrie
(G. Butterfield)

L'opposition grandit dans les rangs des experts, des militaires et des personnalités politiques des États-Unis aux faux prétextes invoqués par l'administration Trump pour justifier sa frappe aérienne contre la Syrie le 6 avril. Le 11 avril, dans un document de quatre pages, la Maison-Blanche a

réitéré les raisons pour lesquelles elle tient la Syrie responsable du décès de civils par l'exposition à des produits chimiques dans la province d'Idlib le 4 avril.[1]

Theodore Postol, professeur émérite de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) en Science, Technologie et Sécurité internationale, a dit du document de la Maison-Blanche qu'il s'agit « d'un rapport de renseignement qui est de toute évidence faux, trompeur et amateur ». Postol affirme que le document « ne prouve aucunement que le gouvernement des États-Unis détenait des informations concrètes que le gouvernement syrien était responsable de l'attaque à l'arme chimique ». Ce document « ne met de l'avant aucune preuve que cette attaque a été menée à l'aide de missiles lancés à partir d'un aéronef. En fait, le rapport ne fournit aucune preuve pouvant indiquer qui est responsable de cette atrocité », a-t-il dit.[2] Dans une analyse ultérieure détaillée du présumé impact de l'attaque sur le site, Postol a réfuté les allégations de l'administration américaine et dit qu'« aucun agent de renseignement professionnel n'aurait émis autant de fausses allégations qui sont totalement en contradiction avec les éléments de preuve ». [3]

Dans ses commentaires aux médias sur le rapport, Phyllis Bennis, du groupe d'experts de l'Institut d'Études politiques, a pour sa part déclaré que celui-ci « ne présente rien qui ressemble le moins à des preuves ni même à des éléments de preuve qui pourraient jeter la lumière sur le qui, le pourquoi et le comment de l'attaque chimique ».[4]

Un grand nombre de personnalités en marge ou au sein de la « communauté de renseignement » américain se disent en désaccord avec la position officielle des États-Unis et prennent des positions qui correspondent aux explications fournies par le gouvernement syrien et le gouvernement russe à l'effet que des produits chimiques létaux ont été involontairement dispersés lorsque des aéronefs syriens ont frappé une installation terroriste abritant ces produits chimiques. S'ajoutant aux fuites qui contredisent la position officielle des États-Unis, ces positions indiquent une scission au sein de la bureaucratie étasunienne.

Le 7 avril, cette position qui disculpe le gouvernement syrien avait déjà été donnée par l'ancien officier supérieur du renseignements militaire le colonel W. Patrick Lang.[5] La même explication a aussi été donnée par le colonel Lawrence Wilkerson, l'ancien chef d'état-major de Colin Powell (qui s'était dissocié de celui-ci en signe de désapprobation des affirmations qui avaient servi à justifier la guerre contre l'Irak en 2003) dans une entrevue du 7 avril au Real News Network. « Je ne crois pas que l'administration Trump se souciait de ce que les services de renseignement ont rapporté. Je pense qu'elle était en quête d'une provocation. Celle-ci semblait convenir, alors ils l'ont saisie », a-t-il dit.

Selon Wilkerson, l'objectif des frappes était de donner aux États-Unis plus de poids pour un règlement du conflit par voie de négociations :



« En fait, selon la plupart de mes sources, y compris des membres de l'équipe qui surveille les armes chimiques mondiales, des gens en Syrie et des gens de la communauté du renseignement des États-Unis, ce qui s'est très probablement produit — et n'oublions pas que la Russie avait fait part de ces renseignements aux États-Unis conformément à l'entente que nous avons conclue avec la Russie pour éviter un conflit— est que les Syriens ont frappé un entrepôt qu'ils avaient en effet

ciblé. Ils ont annoncé à la fois aux Russes et aux États-Unis la cible qu'ils avaient choisie.

« On présumait que cet entrepôt contenait des fournitures de l'État islamique, ce qui est probablement le cas, et certaines d'entre elles pouvaient vraisemblablement servir aux armes chimiques. Une autre possibilité est qu'il s'agissait de phosphates servant d'engrais dans une région propice à la culture du coton voisine de la région ciblée. Ce sont des bombes conventionnelles qui ont été larguées sur l'entrepôt et parce que le vent était particulièrement fort, la grande force de l'explosion a fait en sorte que des produits toxiques ont été dispersés et ont tué un certain nombre de personnes. »[6]

Le journaliste Robert Parry, dans un article pour *Consortium News* le 8 avril, a dit : « Selon une de mes sources, le directeur de la CIA, Mike Pompeo, avait personnellement informé Trump le 6 avril du point de vue de la CIA que le président syrien, Bachar el-Assad, n'était vraisemblablement pas responsable de l'incident de gaz toxique létal dans le nord de la Syrie deux jours plus tôt » et que suite à cela Pompeo et d'autres personnalités des agences de renseignement ont été exclus des prises de décision y compris celles touchant au lancement des missiles le 6 avril.[7]

Philip Giraldi, un ancien spécialiste du contre-terrorisme et agent de renseignement militaire pour la CIA, a dit ce qui suit le 6 avril lors d'une entrevue à l'émission radiophonique *The Scott Norton Show* :

« Je reçois des informations de gens sur le terrain au Moyen-Orient, de gens qui connaissent bien les renseignements qui leur sont disponibles, qui disent que le scénario voulant que le gouvernement syrien ou les Russes aient eu recours aux armes chimiques contre des civils innocents est une fraude.

« Les agences du renseignement confirment à toute fin pratique l'explication mise de l'avant par les Russes, à savoir qu'ils ont frappé un entrepôt où les rebelles — des rebelles souvenons-nous liés à Al-Qaïda — entreposaient leurs produits chimiques et que par conséquent l'explosion qui a suivi a fait des victimes. Il semble que le renseignement à ce sujet est très clair. »

Dans un mémorandum présenté au président Trump le 11 avril, les Anciens professionnels du Renseignement pour la raison (VIPS), un groupe fondé en janvier 2003 en opposition aux allégations mises de l'avant pour justifier la guerre en Irak, ont défendu à peu près le même point de vue : « Nos contacts dans l'armée américaine dans la région nous ont dit que ce n'est pas ce qui s'est produit. Il n'y a pas eu 'd'attaque aux armes chimiques' de la part de la Syrie. Ce qui s'est produit c'est qu'un aéronef syrien a frappé un entrepôt d'armes d'Al-Qaïda en Syrie qui abritait des produits chimiques toxiques et un vent fort a soufflé la nuée de produits chimiques vers un village voisin où plusieurs personnes ont perdu la vie », écrit le VIPS.[8]

Dans un article du 12 avril, Scott Ritter, qui fut inspecteur de l'ONU en Irak de 1991 à 1998, a critiqué les allégations des agences de renseignement de la Maison-Blanche et les raisons pour lesquelles elles ont justifié les frappes américaines :

« Le Pentagone a éventuellement fait connaître une prétendue trajectoire radar de l'aéronef syrien, vraisemblablement un chasseur bombardier SU-22, qui a décollé de la base aérienne de Shayrat et survolé Khan Cheikhoun au moment de la soi-disant attaque chimique. Cette trajectoire radar aurait été produite en collaboration avec ceux que [le conseiller à la Sécurité nationale] McMaster nomme 'nos amis et partenaires et alliés de par le monde' mais elle proviendrait en toute vraisemblance d'un aéronef de reconnaissance AWACS de l'OTAN qui survolait la Turquie au même moment. Selon d'autres sources militaires américaines, le même système qui a permis de suivre la trajectoire du SU-22 a aussi détecté l'envoi de missiles ainsi que l'impact de ces missiles au niveau terrestre, à l'aide de capteurs infrarouges qui auraient capté les signatures thermiques associées aux deux incidents.

« Toujours selon McMaster, les renseignements liant cette frappe aérienne répertoriée à l'incident des armes chimiques à Khan Cheikhoun proviennent uniquement d'images rendues publiques par des activistes médiatiques affiliés aux rebelles, dont les 'Casques Blancs', et de rapports médiatiques sur les symptômes observés par le personnel médical qui prétend avoir été en contact avec les victimes. En ce moment, rien n'indique que la communauté du renseignement des États-Unis se soit basée sur une information indépendante pour corroborer les rapports provenant de la Syrie. Au contraire, ce sont une série d'images et de soi-disant compte-rendus de témoins oculaires à la solde de Tahrir al-Sham (le nouveau nom du Front Al-Nusra, un groupe affilié à Al-Qaïda) et l'évaluation médicale d'individus qui a été remise aux autorités médicales par nul autre que Tahrir al-Sham qui ont permis de 'confirmer' l'utilisation de gaz innervants. »



Ritter écrit : « Les éléments de preuve semblent corroborer les versions syriennes et russes à l'effet que l'aéronef SU-22 qui a survolé Khan Cheikhoun a utilisé des armes conventionnelles et non des armes chimiques comme le prétendent les rebelles. Il est physiquement impossible qu'une arme chimique produise les traces d'impact relevées par les capteurs infrarouges des États-Unis lors de l'attaque contre Khan Cheikhoun. Les données infrarouges recueillies par les États-Unis, combinées aux déclarations des témoins oculaires des rebelles et à leur vidéo,

confirment de façon non équivoque l'allégation du gouvernement syrien que celui-ci a utilisé des armes conventionnelles contre Khan Cheikhoun. »

Ritter a également dit que le type de missile lancé par l'aéronef SU-22 de la Syrie « n'était pas conçu pour le déploiement d'armes chimiques. Rien n'indique que les missiles S-8 ou S-24 aient jamais eu la capacité de porter une ogive chimique. Pour que la version des États-Unis tienne la route, il aurait fallu que la Syrie ait entrepris un programme secret de développement d'armes dans le but de concevoir, développer et produire un nouveau type d'ogive chimique n'ayant aucune valeur militaire (d'un point de vue militaire, la faible quantité d'agent chimique que l'arme porterait et les vitesses produisant de hauts impacts n'ont pas de sens). »

Ritter a aussi observé que les « rapports de sources ouvertes » des médias sociaux dont dépendent, selon eux, les États-Unis, contredisent l'idée que le sarin ait été utilisé. Alors que les victimes ont dit de la fumée qu'elle était « bleue et jaunâtre » et que l'odeur était âcre, le sarin est incolore et inodore, a-t-il dit. Il a ajouté que « toute personne se portant au secours des victimes comme on le voit dans la vidéo des 'Casques Blancs' aurait elle-même été affectée ». Ritter dit aussi que « la version des Russes [comme quoi les frappes syriennes cette journée-là ont atteint un entrepôt d'armes des terroristes abritant des substances chimiques] demeure la seule version plausible, et digne en ce sens qu'on y consacre une enquête internationale comme le demandent la Russie et la Syrie mais le refusent les États-Unis ». Ritter a aussi affirmé que l'image largement montrée d'un cratère qui serait le résultat de l'attaque chimique des Syriens n'a rien à voir avec les frappes du 4 avril mais est plutôt « conforme à l'impact d'une ogive de haute intensité provenant d'un mortier ou d'une roquette air-sol ». [9]

Notes

1. Les principales allégations du document du 11 avril de la Maison-Blanche sont :

- « du personnel traditionnellement associé au programme d'armes chimiques de la Syrie » était présent à la base aérienne de Shayrat à la fin de mars et le 6 avril ;

- « des témoignages selon lesquels des victimes manifestaient des symptômes typiques d'une exposition au sarin, tels que le nez et la bouche écumeux, spasmes et myosis. Cet ensemble de symptômes n'est pas compatible avec l'exposition à un irritant respiratoire comme le chlore » ; « Des médecins locaux ont publié des vidéos indiquant spécifiquement le symptôme du myosis (la réduction de la pupille est une indication d'exposition à un gaz innervant), un personnel médical portant des combinaisons de protection et des traitements à l'atropine, un antidote aux gaz innervant tels le sarin » ;

- toute fabrication de rapports, actualités ou preuve « aurait nécessité une campagne hautement organisée dans le but de tromper les nombreux réseaux médiatiques et les organisations des droits de la personne sans se faire prendre » ;

- « Amnistie internationale a dit que les éléments de preuve indiquaient qu'une attaque chimique aérienne avait été perpétrée » ;

- « Médecins sans frontières a dit que des équipes médicales avaient décelé des symptômes typiques d'une exposition à des gaz innervant tels le sarin » ;

- « suite à des analyses de laboratoire d'échantillons physiologiques relevés sur de nombreuses victimes, on a constaté qu'elles portaient les traces du gaz innervant sarin » ;

- « en outre, l'Organisation mondiale de la Santé a affirmé le 5 avril que son analyse des victimes de l'attaque en Syrie montrait que celles-ci avaient été exposées à des gaz innervants, et l'OMS a noté l'absence de blessures externes et que les décès étaient dus à la suffocation » ;

Les déclarations de Médecins sans frontières et de l'OMS sont soit mal citées ou citées de façon sélective par la Maison-Blanche.

Dans un revirement de situation, les États-Unis prétendent maintenant que les armes chimiques de la Syrie n'ont pas vraiment été détruites et que le gouvernement « a toujours la capacité et l'intention d'utiliser des armes chimiques... »

Le rapport est aussi fondé sur « des renseignements par transmissions électroniques, des données géospatiales, des analyses de laboratoire d'échantillons physiologiques relevés sur de nombreuses victimes ainsi qu'une quantité importante de reportages à source ouverte crédibles », c'est-à-dire des publications dans les médias sociaux. Aucune preuve n'est mise de l'avant. Il s'agit plutôt d'un « résumé » des conclusions des États-Unis.

2. Theodore A. Postol, « A Quick Turnaround Assessment of the White House Intelligence Report Issued on April 11, 2017 ».

Voir aussi, au sujet des allégations des États-Unis en 2013, « Possible Implications of Faulty US Technical Intelligence in the Damascus Nerve Agent Attack of August 21, 2013 » par l'ancien inspecteur en armements de l'ONU, Richard Lloyd et le professeur du MIT en Technologie, Science et Sécurité nationale, Theodore A. Postol, publié le 14 janvier 2014. Voir aussi Robert Parry, « *New York Times* Retreats on 2013 Syria-Sarin Claims », *Consortium News*, le 6 avril 2017.

3. Theodore A. Postol « The Nerve Gas Attack Described in White House Report Did Not Occur, Expert Says of Syria Incident », *Truthdig*, le 19 avril 2017.

4. Steven Rosenfeld, « Trump's missile attack on Syria was justified with fake intelligence : experts », *Alternet*, le 18 avril, 2017.

5. Lang écrit :

« La décision de Donald Trump de lancer des missiles Cruise contre une base de l'armée aérienne syrienne est fondée sur un mensonge. Dans les jours qui suivent le peuple américain va apprendre que la communauté du renseignement était au courant que la Syrie n'avait pas largué de bombe chimique militaire contre des civils innocents à Idlib. Voici ce qui s'est passé :

« 1. Les Russes ont informé les États-Unis au sujet de la cible en question. C'est un processus qui a débuté il y a plus de deux mois. Il existe une ligne téléphonique exclusive qui permet de coordonner et d'éviter des conflits (en d'autres mots, empêcher que les avions américains et russes ne se tirent dessus) en cas d'une opération imminente.

« 2. Les États-Unis ont été très bien informés du fait qu'il existait une cible à Idlib et que les Russes pensaient que celle-ci était un dépôt d'armes ou d'explosifs appartenant aux rebelles islamiques.

« 3. L'armée aérienne syrienne a frappé la cible avec des armes conventionnelles. Tous s'attendaient à ce que la frappe provoque une importante explosion secondaire, ce qui ne s'est pas produit. C'est plutôt une nuée chimique qui s'est échappée de l'entrepôt car de toute évidence les rebelles islamiques se servaient du site pour y entreposer des produits chimiques létaux, hormis le sarin. Parmi les produits chimiques se trouvaient des phosphates et du chlore organiques qui se sont déplacés au gré du vent et qui ont tué des civils.

« 4. Cette journée-là le vent soufflait considérablement et la nuée fut déplacée jusqu'à un village voisin où elle a fait des victimes.

« 5. Nous savons qu'il ne s'agissait pas de sarin. Comment ? C'est simple. Les soi-disant 'premiers répondants' ont traité les victimes sans se munir de gants. S'il s'était agi de sarin, ils seraient morts. Le contact du sarin avec la peau vous tue. Comment se fait-il que je le sais ? J'ai suivi une formation en gaz innervant au Fort McClennan en Alabama.

« Certains membres de l'armée américaine étaient au courant de la planification de cette frappe et celle-ci a été enregistrée. Il existe une vidéo de l'explosion. À tout le moins l'Agence de renseignement de la Défense sait qu'il ne s'agit pas d'une attaque à armes chimiques. En fait, les armes chimiques militaires syriennes ont été détruites avec l'aide de la Russie. »

Voir « [Faisons du Canada une zone de paix](#) », *LML*, 8 avril 201

6. « Wilkerson : Trump Attack on Syria Driven by Domestic Politics », *The Real News*, le 7 avril, 2017.

7. Robert Parry, « Where Was CIA's Pompeo on Syria ? », *Consortium News*, le 8 avril, 2017.

8. Les signataires de la déclaration sont :

- Eugene D. Betit, analyste de renseignements, DIA, FAO soviétique, (armée américaine, retraité.) ;
- William Binney, directeur technique, NSA ; co-fondateur, SIGINT Automation Research Center (retraité) ;
- Marshall Carter-Tripp, agent des Services étrangers et ancien directeur du Bureau de renseignement et de recherche du département d'État, (retraité) ;
- Thomas Drake, Service des cadres supérieurs, NSA (ancien) ;
- Robert Furukawa, capitaine, CEC, USN-R, (retraité) ;
- Philip Giraldi, CIA, officier d'opérations (retraité) ;
- Mike Gravel, ancien adjudant, agent de contrôle confidentiel, Service de renseignement en communications ; agent spécial du Corps de contre-espionnage and ancien sénateur des États-Unis ;
- Matthew Hoh, ancien capitaine, USMC, Irak and agent des Services étrangers, Afghanistan (associé VIPS) ;

- Larry C. Johnson, CIA & département d'État (retraité) ;
- Michael S. Kearns, capitaine, USAF (retraité) ; ancien maître SERE, instructeur de missions de reconnaissance (NSA/DIA) et unités de missions spéciales (JSOC) ;
- John Brady Kiesling, agent des Services étrangers (retraité) ;
- John Kiriakou, ancien analyste de la CIA et officier antiterroriste, ancien enquêteur supérieur, comité sénatorial des Relations étrangères ;
- Linda Lewis, WMD analyste des Politiques de planification, USDA (retraité) (associée VIPS) ;
- David MacMichael, Conseil national de renseignement (retraité) ;
- Ray McGovern, ancien officier de l'infanterie et de renseignement de l'armée américaine et analyste de la CIA (retraité) ;
- Elizabeth Murray, agente adjointe du Conseil national de renseignement pour le Proche-Orient, CIA et Conseil national de renseignement (retraitée) ;
- Torin Nelson, ancien interrogateur et agent de renseignement, département de l'Armée ;
- Todd E. Pierce, MAJ, juge-avocat de l'Armée américaine (Retraité) ;
- Coleen Rowley, agente spéciale du FBI et ancienne conseillère juridique de la division de Minneapolis (retraitée) ;
- Scott Ritter, ancien major, USMC, et ancien inspecteur d'armements de l'ONU, Irak ;
- Peter Van Buren, département d'État des États-Unis, agent des Services étrangers (retraité) (associé VIPS) ;
- Kirk Wiebe, ancien analyste supérieur, SIGINT Automation Research Center, NSA ;
- Robert Wing, ancien agent des Services étrangers (associé VIPS) ;
- Ann Wright, colonel de réserve de l'armée américaine (retraitée) and ancienne diplomate des États-Unis.

9. Scott Ritter, « Dereliction of Duty, Redux », *Truthdig*, 12 avril 2017



Des actions partout dans le monde condamnent le bombardement américain en Afghanistan

Bas les pattes de l'Afghanistan! OTAN, hors d'Afghanistan! Fin à l'occupation maintenant!



Le 13 avril, les États-Unis ont largué une bombe appelée Massive Ordnance Air Blast (MOAB),

aussi appelée « la mère de toutes bombes », sur le district d'Achin dans le province de Nangarhar, en Afghanistan, sous prétexte que c'était nécessaire pour détruire un réseau de cavernes utilisé par des terroristes.[1]

Des manifestations d'urgence ont été appelées dès le 14 avril partout dans le monde : à Kaboul, en Afghanistan, dans plusieurs villes américaines (Boston, Minneapolis, New York, Washington, Los Angeles) et à Toronto, à Londres, à Vienne et ailleurs. Bon nombre de ces actions étaient organisées par des jeunes qui font partie de la diaspora afghane de concert avec des organisations contre la guerre et pour la défense des droits. *LML* vous présente un reportage-photo de ces manifestations.

Parlant de la bombe MOAB, l'organisation Afghans United for Justice fait remarquer dans un communiqué du 14 avril :

« La bombe n'est pas seulement une arme pour frapper les personnes dans les souterrains. C'est aussi une arme de la guerre psychologique. C'est une arme de destruction massive. Son souffle détruit tout sur son passage sur plusieurs kilomètres et cause de graves problèmes auditifs. Au moment d'écrire ces lignes, les incendies causés par l'explosion continuent de brûler.

« À part les dommages à court terme et les blessures infligées, la province de Nangarhar sera affectée pendant des générations à venir par les produits toxiques libérés dans l'air, l'eau et le sol. La guerre est aussi une affaire d'environnement et de santé qui nous touche tous. Notre planète entière est saturée de toxines à cause des effets à long terme de ces bombardements parce que nous partageons tous la même atmosphère.

« Bien que l'armée américaine prétende, avec la collaboration du gouvernement afghan, cibler uniquement des agents de l'ÉIIL, la vérité est que les résidents innocents de Nangarhar vont souffrir des effets de cette bombe pendant des décennies. [...]

« Cette bombe, comme les drones, les frappes aériennes, les raids nocturnes et la destruction qui les a précédés, est utilisée pour nier la stabilité aux Afghans dans toutes les provinces du pays. Nous devons exiger des comptes pour ce crime de guerre. Les Afghans ont subi 16 années de cette 'guerre contre la terreur' des États-Unis et de leurs alliés. Cette guerre a diminué les chances d'une paix mondiale. La MOAB est appelée 'mère de toutes les bombes' mais elle n'a rien de maternelle. La mère, c'est la reproduction et la protection de la vie, pas la mort et la destruction.

« En 2016, alors que le président Obama était encore en fonction, les États-Unis ont largué au moins 1337 bombes sur l'Afghanistan et la communauté internationale a déclaré que le pays était sécuritaire et a forcé des milliers de réfugiés à y retourner. Et depuis que Donald Trump est à la présidence, il y a eu plus de 150 bombardements contre l'Afghanistan, plus de 100 frappes aériennes ne serait-ce que durant les deux premières semaines d'avril. L'utilisation de la bombe MOAB signale l'escalade d'une guerre déjà prolongée et meurtrière qui a coûté aux Afghans leur patrie. »



Le réseau Afghan Overseas Student Network a lancé un appel à l'action en réponse à l'utilisation de la bombe MOAB et à l'accroissement du danger d'une guerre qui pourrait mener l'humanité à l'extinction. Les étudiants rejettent fermement la déshumanisation du peuple afghan et l'occupation impérialiste de leur pays par les États-Unis et l'OTAN :

« La récente utilisation de l'horrible bombe 'MOAB' par le cabinet Trump était une insulte pour nous et pour les millions d'Afghans qui ont été déshumanisés pendant tant d'années par les actions illégitimes des États-Unis dans leur guerre en Afghanistan. Le peuple afghan a été décimé pendant des années mais la récente utilisation de l'arme MOAB dans le district d'Achin au Nangarhar nous a fait penser que nos vies ne sont pas si importantes. [...]

« Aujourd'hui nous demandons à tous les citoyens américains de tenir leur gouvernement responsable pour cet acte de guerre immoral. Un bien meilleur usage pourrait être fait de vos impôts, à aider des millions de personnes dans le monde, plutôt que de dépenser cet argent pour des guerres pour le compte de profiteurs. L'effet de trois décennies de guerre est précisément ce que l'armée américaine voulait infliger aux simples citoyens d'Afghanistan, soit un état de panique, d'insécurité, de peur et de colère qui a ruiné la vie de notre peuple. Aujourd'hui toutes les familles d'Afghanistan en ont assez de la guerre et nous vous demandons à tous d'arrêter l'agression de la guerre impérialiste américaine. Aujourd'hui nous ne pouvons pas retourner à la vie normale quand nous savons que nos familles et notre peuple sont piégés par les frappes américaines. Il y a 100 cas non rapportés d'attaques au drone par les États-Unis dans le sud et le nord de l'Afghanistan. On dit de l'Afghanistan qu'elle est la mère des attaques par drone. Semble-t-il que le monde ne fait que regarder !!! »

Kaboul, Afghanistan





Toronto







États-Unis



Minneapolis



New York City



Washington, DC

Europe



Londres



Vienne



Hambourg

Note

1. La bombe MOAB est une arme de destruction massive, la plus grosse bombe non nucléaire de l'arsenal américain. Elle a été larguée en Afghanistan une semaine après les frappes américaines en Syrie sous le prétexte inventé que le gouvernement syrien a utilisé des armes de destruction massive, c'est-à-dire des armes chimiques.

Cette première utilisation de la bombe MOAB a tué 94 personnes. L'armée américaine dit avoir lancé des feuillets dans la région pour demander aux civils de quitter durant les semaines qui ont précédé l'attaque. Il y avait déjà de lourds combats dans cette région. Ce prétendu « acte de diligence raisonnable », de pair avec le fait que les forces de l'OTAN tuent régulièrement des civils en Afghanistan (victimes de ce qu'on qualifie lâchement de « dommage collatéral »), prouve que l'armée américaine ment lorsqu'elle dit qu'aucun civil n'a été tué. Depuis l'attaque à la bombe MOAB, aucun reporter civil ni même aucun soldat afghan n'a été autorisé dans la région pour évaluer les dommages et le bien-fondé des prétentions américaines.

(Sources : Afghans United for Peace, Afghan Student Network, Fight Back News, Press TV, hambastagi.org. Photos : hambastagi.org, LML, Minnesota Peace Action Coalition, Fight Back News, D. Raja, G. Cohen, M. Samiullah, tryfotographie, E. Cucina)



Le Venezuela résiste à l'ingérence impérialiste

Dénonçons le sale rôle joué par le Canada! Ne touchez pas au Venezuela!

- Margaret Villamizar -

Le Canada s'engage de plus en plus dans de sales activités contre le Venezuela à mesure que des forces à l'intérieur du pays appellent à une intervention étrangère et à un coup contre le gouvernement de Nicolás Maduro et la Révolution bolivarienne. Il le fait notamment par le biais de l'Organisation des États américains (OÉA), l'agence basée à Washington, qui a été mise sur pied et utilisée historiquement par les États-Unis pour faciliter leur domination des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.



Des actions de masse à Caracas au Venezuela à la défense de la République bolivarienne lors de la Journée de l'indépendance le 19 avril 2017

Le Canada à la tête d'un « coup institutionnel » à l'OÉA

Le 3 avril dernier, une réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OÉA a été convoquée par 20 de ses 34 pays membres afin d' « examiner les événements récents au Venezuela » et discuter d'une ébauche de résolution qui serait appuyée par les mêmes 20 pays.[1] Par le passé, des tentatives semblables d'adopter des résolutions contre le Venezuela à l'OÉA ont échoué misérablement. Cette dernière tentative n'a pas fait exception bien qu'une déclaration affirme que la résolution « a été adoptée » par une minorité de délégués alors que la plupart des délégués se sont abstenus.

La convocation de la réunion a été faite en violation des règles de procédure de l'OÉA car l'ambassadeur de la Bolivie Diego Pary, qui a assumé la position de président du Conseil permanent le 1er avril n'a pas été consulté. On voit bien le sale rôle qu'a joué le Canada au fait que la demande officielle de la tenue de la réunion extraordinaire a été faite sur le papier à en-tête de la mission permanente du Canada à l'OÉA et que le Canada est le premier pays nommé sur la liste des pays qui ont demandé la tenue de la réunion.



Le contenu de la résolution soumise par le Canada et les autres exprime une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du Venezuela. Les auteurs y déclarent leur « grave inquiétude quant à l'altération inconstitutionnelle de l'ordre démocratique dans la République bolivarienne du Venezuela et appellent l'OÉA à encourager la « restauration du système institutionnel démocratique » conformément à la Charte démocratique interaméricaine. Cette Charte appelée trompeusement Charte démocratique qui est une invention des États-Unis adoptée par l'OÉA lors d'une réunion extraordinaire le 11 septembre 2001, n'est rien d'autre qu'un instrument de violation de la souveraineté et d'ingérence dans les affaires intérieures des États membres qui à l'instar du Venezuela affirment leur indépendance et refusent de se soumettre au diktat impérialiste.

L'ambassadeur bolivien a suspendu la réunion n'ayant pas été consulté au préalable ou reçu quelque information sur l'ordre du jour bien qu'il préside le Conseil. Dans une déclaration où il dénonce la convocation de la réunion, le ministre des Affaires étrangères de Bolivie a expliqué pourquoi elle avait été suspendue et ajouté qu'elle serait convoquée une fois que les arrangements appropriés auront été faits conformément à la Charte de l'OÉA et aux règles de l'organisation. La déclaration

affirme aussi que si la Bolivie est prête à travailler sur la base du respect mutuel et de la collaboration avec tous les pays de l'hémisphère et du monde, elle rejette toute tentative de saper sa dignité et celle de ses représentants et ne va jamais accepter d' « impositions ou de pressions sur sa souveraineté comme pays ».

Pour pouvoir « adopter » une résolution après que la réunion ait été suspendue, le Canada et d'autres pays ont perpétré ce qui a été décrit comme un coup d'État institutionnel au sein du Conseil permanent de l'OÉA contre son président et son vice-président et contre les règles et procédures de l'organisation. Invoquant un règlement de l'OÉA qui permet au représentant d'un pays membre ayant le plus d'ancienneté au Conseil permanent d'en assumer la présidence intérimaire « en l'absence temporaire » du président et du vice-président, le représentant du Honduras, Leonidas Rosa Bautista a supervisé la « réunion » illégale.

Avant que le vote ne se tienne sur la résolution, les représentants de la Bolivie, du Venezuela et du Nicaragua sont entrés dans la salle de réunion et ont soulevé des points d'ordre, dénonçant le coup institutionnel. C'est l'ambassadrice canadienne Jennifer Loten qui est venue à la rescousse de la réunion en déclarant que celle-ci était parfaitement légale et en règle et en demandant au « président » d'entreprendre le débat sur la résolution que le Canada avait soumise sur son papier à en-tête.



Caracas, Venezuela, 19 avril 2017

Le Mexique a demandé que la motion soit adoptée sur-le-champ « sans un vote » alors que le Canada a proposé de retarder le vote de deux jours sous prétexte que cela donnerait du temps pour chercher plus d'appui (i.e. pour soudoyer, faire oppression et tordre le bras à plus de pays) ou même pour modifier la résolution « afin de mieux refléter la volonté de la majorité ». La représentante du Canada n'en a pas moins déclaré que le gouvernement canadien « appuie très fermement » la résolution parce qu'elle reflète « ses sérieuses préoccupations » pour le « déclin de la démocratie au Venezuela » et que « c'est à cela que sert la Charte démocratique interaméricaine ».

En dépit de la suspension de la réunion par le président légitime, et de la présence de quatre pays déclarant leur intention de s'abstenir tandis que d'autres pays avaient quitté la salle en protestation après avoir présenté leurs points d'ordre et que d'autres plus nombreux encore ne s'étaient pas rendus à la réunion, le « président » du coup a déclaré que la résolution avait été adoptée par consensus et n'avait fait l'objet d' « aucune objection ». Le représentant des États-Unis a bien exprimé l'esprit du coup en disant que « tous » sont affectés par la situation au Venezuela et que l'OÉA devait donc s' « impliquer ». Il a déclaré de manière menaçante que la résolution par son appel au dialogue et à une résolution pacifique au Venezuela constitue une bonne mesure préventive à prendre du moins jusqu'à ce qu'elle semble avoir perdu son utilité. Il a alors proféré des menaces et a même averti le Venezuela de « respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de ses voisins ».

Ingérence inacceptable d'un sous-comité parlementaire

Le 6 avril, le Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a tenu un briefing d'urgence sur la « situation des droits de la personne au Venezuela ». Le comité, qui a tenu plusieurs réunions semblables par

le passé, a créé un espace officiel pour la promotion des mensonges les plus flagrants de ceux provenant du Canada et d'ailleurs qui appellent depuis des années à une intervention étrangère pour effectuer un changement de régime au Venezuela.[2] Aucune occasion n'a été fournie aux représentants officiels du gouvernement vénézuélien au Canada de prendre la parole et aucun représentant des partis politiques et organisations sociales du Venezuela qui ne partagent pas l'objectif de renverser le gouvernement élu et n'appellent pas à une intervention étrangère n'a été invité à y participer, à donner son point de vue ou à répondre à la convocation du briefing.

Le contenu principal des remarques qu'ont faites les deux témoins invités, qui vivent tous deux au Canada, était fait de demi-vérités, d'accusations diffamatoires et de mensonges purs et simples visant à « prouver » que le peuple vénézuélien souffre et vit une crise humanitaire et des abus aux droits de la personne si répandus que la « communauté internationale » doit intervenir. Les témoignages visaient aussi à nier les nombreuses réalisations de la révolution bolivarienne en ce qui a trait aux droits humains et dans d'autres domaines ces dix-huit dernières années sur la base du rejet des « solutions » néolibérales. Après avoir écouté les témoignages et avoir tenu une période de questions-réponses avec les témoins, le Sous-comité a adopté une motion qui s'ingère de manière flagrante dans les affaires intérieures du Venezuela et tente de justifier les actions prises par le Canada à l'OÉA quelques jours plus tôt. La motion a fait l'objet d'un communiqué de presse du comité intitulé « La situation des droits de la personne au Venezuela et la réponse de l'Organisation des États américains ». [3]

En essence, la réunion parlementaire sur « la situation des droits de la personne au Venezuela » a été une façon de refuser toute discussion sur ce qui se passe au Venezuela et pourquoi, sur l'amélioration des conditions de vie du peuple du Venezuela qui s'est produite grâce à la révolution bolivarienne dirigée par Hugo Chávez jusqu'à sa mort prématurée il y a quatre ans et par le président Nicolás Maduro depuis, et sur les attaques incessantes que mènent les impérialistes américains et l'oligarchie, qui sont privés de leur pouvoir, contre le projet d'édification nationale prosociale au Venezuela. On n'a pas permis non plus que le sabotage économique qui a fait l'objet de rapports bien documentés et qui a grandement contribué aux difficultés que confrontent les Vénézuéliens soit examiné.



Personne n'a informé le Comité qu'en dépit des difficultés économiques actuelles du Venezuela, la Grande Mission pour le logement du Venezuela a atteint le 25 février dernier le record de 1.5 million de logements publics construits depuis le début du projet en 2011 et que d'ici la fin de 2017 ce seront 540 000 nouveaux logements qui auront été remis aux Vénézuéliens. En 2016, des mobilisations de masse ont bloqué les tentatives des forces politiques que le Canada appuie au Venezuela de privatiser ces logements et de les remettre aux propriétaires et aux spéculateurs.

En 1999, 44 % de la population du Venezuela souffrait de pauvreté et 20 % de pauvreté extrême. Aujourd'hui, la pauvreté et l'extrême pauvreté ont été réduites à respectivement 27 % et 5,4 % de la population. En 1998, 21 % de la population souffrait de malnutrition, un pourcentage qui a maintenant été réduit à 2 %. En 1998, 5,3 % des enfants pesaient moins que leur poids normal et ce pourcentage était réduit de moitié à la fin de 2012. Aujourd'hui, 95,4 % des Vénézuéliens mangent trois repas par jour, selon l'Institut national de la statistique. L'accès à l'eau potable est maintenant

assuré à 96 % de la population contre 80 % en 1998. L'investissement social est passé de 37 % du budget de l'État avant que Chavez n'arrive au pouvoir à 61 % aujourd'hui.

L'analphabétisme a été éliminé, comme ce fut le cas à Cuba, et le Venezuela possède maintenant un des pourcentages les plus élevés dans le monde de citoyens qui fréquentent l'université. Plus de 80 % des Vénézuéliens ont maintenant accès au système de santé public du pays et plus de 10 000 centres de santé ont été construits pendant la révolution. La mortalité infantile a été réduite du tiers ce qui a sauvé des centaines de milliers de vies. En 1998, le taux de chômage officiel était de 14,5 %. Ce pourcentage a été réduit des deux-tiers et 60 % de la population occupe maintenant un emploi. Plus de 2,5 millions de gens reçoivent maintenant une pension de l'État, contre 387 000 avant la révolution bolivarienne.

Ces victoires importantes du peuple ont été passées sous silence et sacrifiées à l'objectif de l'intervention étrangère et du changement de régime. Le Canada marche dans les traces des Américains créant de l'hystérie sur une soi-disant ingérence de la Russie dans les institutions politiques alors que lui-même s'ingère ouvertement dans les institutions démocratiques du Venezuela contre la volonté souveraine de son peuple. Cela doit être condamné.

Notes

1. Voici les délégations qui ont demandé la tenue de la réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OÉA : Argentine, Bahamas, La Barbade, Belize, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, La Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, les États-Unis et l'Uruguay. Le Conseil permanent est composé d'un représentant de chaque État membre qui est désigné comme l'ambassadeur du pays. Les positions de président et de vice-président sont tenues par l'ambassadeur du pays sur une base rotative, pour une période de trois mois.

2. Les deux témoins au briefing du Sous-comité ont été :

- Maria Margarita Torres, une conseillère municipale de l'ouest de Montréal née au Venezuela mais vivant au Canada depuis 40 ans soit depuis l'âge de 20 ans. Elle a dit dans son témoignage qu'elle rend visite chaque année à sa famille au Venezuela et avoir observé pendant ses visites « la détérioration rapide de la situation du pays et de son peuple » ajoutant qu'elle a été « ahurie » des « atrocités et des violations commises contre le peuple vénézuélien par suite soit de la négligence soit des abus du gouvernement ».

Torres a dit que le gouvernement vénézuélien torturait des « prisonniers politiques », a parlé de gens faisant la queue pendant des heures pour des aliments de base et fouillant des piles d'ordures à la recherche de nourriture et de niveaux « record » de malnutrition et de mortalité infantile. Elle et son co-témoin ont soumis comme « preuve » de leurs allégations un rapport du Secrétaire général de l'OÉA Luis Almagro, le même rapport sans doute qui attaquait le gouvernement bolivarien et le président Nicolás Maduro et appelait à la suspension du Venezuela de l'OÉA et qu'il a tenté de faire approuver en vain à la réunion du 28 mars du Conseil permanent de l'OÉA.

Torres a dit en conclusion que « nous espérons vous convaincre de l'urgence qu'il y a aujourd'hui à élaborer et à examiner une série de recommandations concrètes pouvant aboutir à un plan d'action immédiat, que le gouvernement mettrait en oeuvre pour nous aider à combattre les violations des droits de la personne au Venezuela et, du même coup, à rétablir la démocratie dans le pays ».

- Orlando Viera-Blanco, un résident et avocat canadien que l'Assemblée nationale du Venezuela contrôlée par l'opposition a nommé « conseiller externe » de son Comité des affaires étrangères et de la souveraineté. Il est le président d'un groupe appelé la Fondation canadienne pour un engagement au Venezuela qui prétend représenter les « Vénézuéliens en exil » dévoués à la défense

des droits humains des Vénézuéliens toujours au pays par le biais d'un engagement avec le gouvernement du Canada.

Viera-Blanco a parlé de ce qu'il a appelé « un coup d'État continué » au Venezuela, disant que « tout le monde parle aujourd'hui d'une rupture de l'ordre constitutionnel et d'un coup d'État ». Il a aussi affirmé que « des modifications d'ordre constitutionnel » ont causé des souffrances au peuple du Venezuela depuis 18 ans », autrement dit depuis l'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela laquelle a mené à de vastes améliorations des conditions de vie et sociales du peuple du Venezuela.

On peut lire les témoignages et les questions-réponses à la réunion en [clicquant ici](#).

3. Le Sous-comité a donné son appui aux sales activités menées par ceux qui venaient juste d'organiser un coup anticonstitutionnel à l'OÉA sous prétexte de la restauration de la démocratie au Venezuela en affirmant son appui « au travail accompli par les membres du Conseil permanent de l'Organisation des États américains afin d'élaborer des mesures concrètes visant à aider le Venezuela à rétablir l'ordre constitutionnel » et a appuyé en particulier les efforts déployés par le secrétaire général de l'Organisation des États américains Luis Almagro pour « obliger le pouvoir exécutif du Venezuela à rendre des comptes ».

La motion adoptée par le Sous-comité se termine par un appel au gouvernement du Canada et à la « communauté internationale » d'intervenir au Venezuela sur une base fallacieuse :

« Le Sous-comité insiste sur la nécessité, pour le gouvernement du Canada et la communauté internationale, d'élaborer des mesures efficaces pour favoriser le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Venezuela, gérer la crise humanitaire en cours et faire en sorte que les Vénézuéliens ne soient pas privés des droits de la personne les plus fondamentaux. Nous pressons la communauté internationale de faire le nécessaire pour que le régime vénézuélien soit tenu de rendre des comptes relativement aux violations des droits de la personne reconnus à l'échelle internationale. »

Le président du Sous-comité, le député libéral de York Centre Michael Levin a dit ce qui suit de la motion : « Il est temps de prendre de véritables mesures concrètes pour rétablir l'ordre constitutionnel et démocratique au Venezuela, y compris le respect de la séparation des pouvoirs et des libertés fondamentales. Les Vénézuéliens ont déjà assez souffert. »

Un vice-président, le député conservateur de Flamborough-Glanbrook a dit : « Il est inacceptable d'utiliser l'appareil étatique pour faire taire la dissidence. La détention de prisonniers politiques n'est que l'un des nombreux stratagèmes immoraux employés par le régime vénézuélien pour s'accrocher au pouvoir, au détriment de 30 millions de Vénézuéliens et de la Constitution du pays. »

L'autre vice-présidente, la députée du NPD de Windsor-Tecumseh Cheryl Hardcastle, qui n'a pas participé à la réunion du 6 avril du Comité permanent et y a été remplacée par le député Erin Weir de Regina-Lewvan a dit : « Il est crucial à ce moment-ci que la communauté internationale insiste sur la responsabilité des gouvernements de protéger et de renforcer la démocratie. Le respect des droits de la personne est fondamental et nous exhortons le gouvernement et les parlementaires de l'opposition à montrer leur engagement à l'égard du bien-être des gens. Nous les appuyons dans ces efforts. »



Les Vénézuéliens se mobilisent à la défense de la révolution bolivarienne



Le président Maduro s'adresse au rassemblement de Caracas le 19 avril 2017.

Plus d'un million de Vénézuéliens ont marché dans la capitale, Caracas, le 19 avril pour défendre la souveraineté du pays et la révolution bolivarienne contre l'intervention étrangère, la violence et la déstabilisation. Le 19 avril était le 207^e anniversaire du début de la guerre d'indépendance du Venezuela contre la domination coloniale espagnole.



Des manifestants ont scandé : « Ils ne reviendront pas ! » en référence à l'ancienne domination du Venezuela par les impérialistes et les riches. Les rapports font état de la mobilisation la plus importante des dernières années, un rejet des efforts des impérialistes américains, de l'Organisation des États américains, du Canada et de l'oligarchie régionale pour inciter au chaos et renverser le gouvernement de Nicolas Maduro.

Prenant la parole lors d'un grand rassemblement à Caracas, le président Maduro a appelé les Vénézuéliens à préparer une victoire complète, pacifique et démocratique contre les tentatives de coup d'État. Il a déclaré que la mobilisation de masse a été un triomphe contre les tentatives de groupes parrainés par des étrangers d'inciter à la violence dans les actions antigouvernementales également prévues le même jour.

Le président Maduro a déclaré qu'il y a trois raisons pour lesquelles les forces alignées aux États-Unis ont intensifié leur violence et leurs appels à une intervention étrangère : un nouvel appui de la nouvelle administration Trump aux États-Unis ; l'amélioration de la situation économique à l'intérieur du pays et l'échec de l'Assemblée nationale contrôlée par l'opposition à s'adresser aux problèmes auxquels sont confrontés les Vénézuéliens. Maduro a également profité de l'occasion pour confirmer son soutien à la tenue d'élections régionales dans tout le pays lorsqu'une date sera déterminée par le Conseil électoral national.

La mobilisation a raison des provocations



Les deux décès qui ont eu lieu en même temps que les manifestations antigouvernementales ont la caractéristique d'une provocation organisée pour inciter à de nouvelles violences et à déstabiliser le pays, ce qui a été observé lors du précédent coup d'État soutenu par les États-Unis au Venezuela en 2002 ainsi que plus récemment en 2013 durant le coup d'État « Maidan » en Ukraine.

Carlos Moreno, âgé de 19 ans, a été abattu non loin d'une manifestation à laquelle il ne participait pas, mais les rumeurs se sont rapidement répandues parmi les manifestants de l'opposition qu'il avait été tué par des partisans du gouvernement armé. Le blâme pour le meurtre de Paola Andreina Ramirez, une femme âgée de 23 ans qui ne participait pas aux manifestations, a été immédiatement associé aux « Chavistas » dans les médias privés du Venezuela.

L'ombudsman du Venezuela, Tarek William Saab, a appelé à une enquête complète sur les décès et au châtiement des coupables et a annoncé que l'on aurait arrêté un prétendu prévenu du meurtre de Ramirez. Saab a également annoncé qu'un membre de la Garde nationale bolivarienne du Venezuela, Niumar José Barrios, qui a été tué le même jour, a été abattu par un tireur embusqué, de même qu'un autre membre de la garde nationale qui a survécu à l'attentat.

Ces événements tragiques ont été manipulés pour alimenter la violence contre-révolutionnaire organisée durant les manifestations antigouvernementales, dont des attaques contre la police et des bâtiments publics avec des cocktails molotov, des frondes et d'autres armes, et des jets de contenants en verre et de bouteilles sur des manifestants pro-gouvernementaux, qui ont mené à l'hospitalisation d'une femme. Dans les jours précédant le 19 avril, des bâtiments publics ont été vandalisés, y compris une école secondaire, un centre de santé communautaire, des marchés alimentaires subventionnés et des ministères gouvernementaux.

Un facteur de paix

Le président Maduro a appelé à la mobilisation des Vénézuéliens en faveur de la paix dans le pays. « Lorsque le peuple bolivarien est dans la rue, il y a la paix, a-t-il déclaré. Aujourd'hui, ils ont essayé de reprendre le pouvoir et nous avons encore vaincu les comploteurs, la droite corrompue et les interventionnistes. »



Une déclaration conjointe émise avant le début des marches par les gouvernements soutenus par les États-Unis en Amérique latine, dont beaucoup sont eux-mêmes connus pour la répression contre les manifestants, comme le Honduras, le Mexique, l'Argentine et la Colombie, appelle le gouvernement vénézuélien à « assurer le droit à la protestation pacifique » et à « éviter la violence ». Une déclaration subséquente du département d'État des États-Unis a appuyé l'appel et a fait référence à « la subversion des institutions et pratiques démocratiques », tandis que le secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, a publié sa propre déclaration qualifiant le Venezuela de « régime répressif ».

La ministre vénézuélienne des Affaires étrangères, Delcy Rodríguez, a souligné l'hypocrisie de ces gouvernements qui critiquent les droits humains au Venezuela. Elle a affirmé que le Venezuela est le seul de tous ces pays en question qui peut montrer au monde entier une démocratie participative qui enchâsse les droits humains. Rodríguez a noté que l'intervention étrangère au Venezuela ne consiste pas simplement à retirer son président, mais à saper et à renverser son projet d'édification nationale et l'exemple qu'il représente pour les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.







**Lancement d'une grève de la faim en masse le 17 avril,
Journée des prisonniers palestiniens**

**Liberté pour la Palestine et tous les prisonniers
politiques d'Israël! La résistance est un droit!
Fin à l'occupation!**

- Yi Nicholls -



Action de la Journée des prisonniers palestiniens en appui à la nouvelle grève de la faim, Gaza, 17 avril 2017

Près de 1700 prisonniers politiques palestiniens participent maintenant à la grève de la faim en masse qui a débuté le 17 avril, Jour des prisonniers Palestiniens. À l'heure actuelle, un total de 6440 Palestiniens sont détenus dans des prisons israéliennes, y compris de nombreux enfants et des jeunes, détenus même pour les plus petits gestes de défi contre l'occupation. Addameer, l'association de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains, rapporte que plus de 800 000 Palestiniens ont été emprisonnés ou détenus par Israël au cours des 50 dernières années.

Dans un communiqué de presse du 17 avril, Addameer rapporte les demandes des grévistes de la faim et appelle à un appui international :

« Les demandes des grévistes de la faim comprennent : visites familiales, soins médicaux adéquats, fin de la pratique d'Israël consistant à détenir des Palestiniens sans inculpation ni procès dans de prétendues détentions administratives et fin de l'isolement. L'association Addameer d'appui aux prisonniers invite les partisans de la justice dans le monde entier à prendre des mesures pour soutenir les prisonniers Palestiniens dont le corps et la vie sont en jeu pour la liberté et la dignité.

« La question des prisonniers et détenus palestiniens dans les prisons et les centres de détention israéliens dépasse celle des droits de l'homme ; c'est aussi l'un des droits collectifs d'un peuple entier -- le peuple palestinien, qui continue d'être privé du droit à l'autodétermination et à la souveraineté -- fondements du droit international. Tous les prisonniers politiques palestiniens -- quelles que soient les affiliations politiques alléguées ou les accusations -- ont droit à un procès équitable en vertu du droit international humanitaire et des lois internationales relatives aux droits humains. Les prisonniers politiques palestiniens et les détenus sont systématiquement soumis à la torture et aux mauvais traitements avec une impunité qui perdure, ce qui souligne la nécessité de multiplier les actions de solidarité de par le monde entier pour exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques palestiniens, longtemps privés de leurs droits fondamentaux.



« L'association de soutien aux prisonniers et de défense des droits Addameer invite instamment toutes les personnes à organiser des manifestations en solidarité avec les grévistes de la faim et les détenus. L'année 2017, c'est cent ans de la déclaration Balfour ; 70 ans de la Catastrophe (al-Nakba) ; 50 ans d'occupation militaire brutale de la Palestine. C'est aussi l'année pour tenir l'occupation israélienne responsable de ses actes et d'exiger la libération immédiate de tous les prisonniers politiques palestiniens !

L'agence de nouvelles Maan rapporte ce qui suit sur le traitement inhumain vécu par les prisonniers politiques palestiniens dans les prisons d'Israël, particulièrement ceux qui sont déjà malades :

« Au centre de la longue liste de revendications formulées par Marwan Barghouti, le leader de ce qu'on appelle maintenant la grève de la liberté et de la dignité, il y a plusieurs demandes relatives au manque de soins adéquats dans les prisons israéliennes, ainsi que ce que les groupes de défense des droits qualifient de politique délibérée de négligence médicale.



« Les grévistes de la faim demandent au Service pénitentiaire israélien (IPS) de fermer la clinique de la prison de Ramla qui ne fournit pas un traitement adéquat, de mettre fin à la politique israélienne de négligence médicale délibérée, d'effectuer des examens médicaux périodiques, d'effectuer des interventions chirurgicales à un niveau médical élevé, de permettre à des médecins de l'extérieur de l'IPS de traiter les prisonniers, de libérer tous les détenus malades -- en particulier ceux qui ont des handicaps et des maladies incurables -- et de ne pas tenir les détenus responsables des dépenses engagées pour un traitement médical. »

L'agence Maan poursuit en notant que « contrairement aux revendications concernant le traitement médical de base pour les prisonniers, les autorités israéliennes ont établi un hôpital de campagne pour les prisonniers palestiniens, ce qui

laisse croire que les grévistes de la faim, dont la condition va sans doute se détériorer dans les jours qui viennent, seront nourris de force *en masse*, en violation des normes internationales de l'éthique médicale et du droit international qui considère cette pratique comme inhumaine et même une forme de torture.

« Les médecins israéliens dans les hôpitaux civils ont jusqu'à présent refusé de nourrir de force les grévistes de la faim, malgré la récente décision de la Cour suprême israélienne qui a jugé la pratique constitutionnelle. »

Il y a plus de 700 prisonniers malades, dont 21 détenus dans la clinique de la prison de Ramla, selon Addameer. En 2016, il y avait aussi un certain nombre de prisonniers palestiniens gravement blessés.

L'IPS entreprend divers actes de représailles contre les grévistes de la faim. Le Comité palestinien des affaires des prisonniers rapporte que les responsables de l'IPS ont transféré un certain nombre de prisonniers -- y compris Marwan Barghouthi et Karim Yunis -- en isolement cellulaire, ont confisqué les biens et les vêtements personnels des prisonniers grévistes de la faim et interdit aux prisonniers de regarder la télévision. Le comité signale également que Barghouthi serait « poursuivi devant un tribunal de discipline » pour son article publié dans la page éditoriale publié du *New York Times* le 16 avril, qui présente en détail la lutte des prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes et les revendications des grévistes de la faim. Pendant ce temps, le Comité international de la Croix-Rouge rapporte que l'IPS a suspendu les visites familiales pour les grévistes de la faim.

Les Canadiens doivent donner leur plein appui à la juste lutte du peuple palestinien, à son droit de résister à l'occupation et à son droit d'exister. Exigeons la fin immédiate de l'occupation !

Des actions marquent la Journée des prisonniers partout en Palestine



Jénine



Tubas



Tulkarem



Naplouse



Qalqiliya



Salfit



Ramallah



Bethléem



Hébron



Jéricho



Gaza

(Samidoun, Maan, Active Stills, A. Amra)



Conditions dans les prisons israéliennes

- Centre palestinien pour les droits de la personne (PCHR) -



Affiche de « La grève de la dignité » sur laquelle on voit les prisonniers palestiniens les plus en vue. De gauche à droite: Fouad Shubaki, Nael Barghouthi, Karim Yunis, Ahmad Saadat and Marwan Barghouthi.

Aujourd'hui, le 17 avril 2017, est la Journée des prisonniers palestiniens. Plus de 6500 prisonniers

palestiniens et arabes sont détenus dans les prisons israéliennes et les centres de détention dans des conditions cruelles et inhumaines.

Les Palestiniens marquent ce jour depuis 1979 en soutien à la cause des prisonniers puisque le 17 avril est l'anniversaire de la première libération d'un prisonnier dans le cadre du premier accord d'échange de prisonniers entre les Palestiniens et les occupants israéliens en 1974.

Cette occasion arrive à un moment où les difficultés des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes sont aggravées en raison des violations et des mesures punitives. Ces prisonniers sont régulièrement soumis à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris la torture, le refus de visite familiale, les fouilles à nu, les descentes en pleine nuit, l'isolement cellulaire, la négligence médicale, le refus à l'éducation dans le cadre d'une décision rendue le 20 juillet 2011 par les Services pénitentiaires israéliens[1], l'application de la loi sur le gavage forcé contre les prisonniers lors d'une grève de la faim[2] ainsi que d'autres violations relevant de la politique israélienne contre les prisonniers palestiniens.

Aujourd'hui les prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes ont déclaré choisir ce qui est le plus difficile, soit de débiter une grève de la faim jusqu'à ce que leurs demandes humaines minimales soient satisfaites. Les statistiques du Centre palestinien pour les droits de la personne (PCHR) montrent qu'environ 1 500 prisonniers dans un certain nombre de prisons et centres de détention ont déclaré commencer une grève de la faim en revendiquant un certain nombre de demandes humaines, dont les plus importantes sont, entre autres : mettre fin à la politique d'isolement cellulaire, offrir des médicaments aux prisonniers malades, une communication constante avec leur famille, mettre fin aux mesures arbitraires et dégradantes, recevoir des périodiques et des journaux en permanence et le droit à l'éducation.



On s'attend à ce que d'autres prisonniers les rejoignent dans leur grève de la faim, qui a été qualifiée de grève rotative.

En outre, les données et les statistiques du PCHR indiquent que plus de 6500 prisonniers palestiniens ont été détenus dans 22 prisons et centres de détention, dont la majorité sont situés en Israël en violation flagrante de l'article 76 de la Quatrième Convention de Genève qui oblige Israël à détenir tout prisonnier d'un pays occupé dans sa patrie jusqu'à la fin de sa peine. La majorité des prisonniers sont de Cisjordanie, dont 57 femmes et 300 enfants. En outre, le nombre de prisonniers malades a atteint environ 1800, dont 180 souffrant de maladies graves et 26 ayant un cancer.

Les autorités israéliennes ont continué à détenir 500 détenus dans les prisons israéliennes, dont 15 membres du Conseil législatif palestinien (PLC) et d'anciens ministres, en violation flagrante de leur droit à un procès équitable et du droit de bénéficier d'une défense adéquate et d'être informé des accusations portées. La violation du droit à un procès équitable fait partie de la politique de détention administrative mise en oeuvre dans le cadre d'une procédure qui viole la procédure d'un procès équitable.



Les familles des prisonniers commencent une grève de la faim de solidarité à Salfit, Palestine, le 18 avril 2017

En ce jour-là, le PCHR attire l'attention sur les violations croissantes commises contre les prisonniers palestiniens et les conditions médiocres dans lesquelles ils vivent, compte tenu de l'insistance des autorités israéliennes à violer les règles du droit international humanitaire et les principes des droits humains dont Israël est un État signataire. Le PCHR souligne en outre que le silence de la communauté internationale encourage la mise en oeuvre de plus de violations sans obligation de rendre des comptes.

Depuis sa création, le PCHR a suivi la cause des prisonniers, leur a offert, ainsi qu'à leurs familles, l'aide juridique dont ils ont besoin, a dévoilé les violations israéliennes et a appelé :

- les Hautes Parties contractantes à la Quatrième Convention de Genève de 1949 à s'acquitter de leurs obligations ;
- les organisations internationales de défense des droits humains à suivre de près la cause des prisonniers palestiniens et à rallier un appui international pour forcer Israël à arrêter toutes ses pratiques arbitraires contre les prisonniers palestiniens ;
- les pays européens de mettre en oeuvre l'article 2 de l'accord d'Association UE-Israël, qui prévoit qu'Israël doit respecter les droits humains comme condition préalable à la coopération économique ;
- les organismes des Nations unies, le Comité international de la Croix-Rouge et la communauté internationale à faire pression sur Israël pour améliorer les conditions de détention des prisonniers palestiniens, mettre fin à la torture et ouvrir les prisons aux observateurs jusqu'à ce que les



prisonniers soient libérés.

Notes

1. Voir le site Web de PCHR, communiqué de presse no. 70/2011 publié le 21 juillet 2011, « PCHR Condemns Punitive Measures against Palestinian Prisoners in Israeli Jails »

2. Le 30 juillet 2015, la Knesset israélienne a approuvé en deuxième et troisième lecture l'amendement à la loi dite « Loi pour prévenir les souffrances causées par la grève de la faim ». Le 12 janvier 2016, les forces israéliennes ont gavé de force le journaliste Mohammed al-Qeeq, qui faisait la grève de la faim depuis environ 50 jours.



Élection présidentielle en Équateur

La révolution citoyenne l'emporte sur l'oligarchie



Lénine Moreno (au centre) suite à sa victoire dans l'élection présidentielle en Équateur (Xinhua)

Lénine Moreno a remporté la victoire au deuxième tour de scrutin lors de l'élection présidentielle en Équateur le 2 avril. Il a obtenu 51 % des voix contre 49 % pour Guillermo Lasso, un banquier. Près de 12,5 millions d'Équatoriens vivant en Équateur (près de 80 % des électeurs admissibles) et près de 400 000 citoyens expatriés ont voté.

Moreno est connu pour avoir lutté pour les droits des personnes handicapées et est l'ancien envoyé spécial de l'ONU pour le handicap et l'accessibilité et ancien vice-président de l'Équateur du parti Alliance PAIS du président sortant Rafael Correa. Il serait le premier chef d'État paraplégique. La nouvelle administration sera assermentée le 24 mai.

Moreno s'est engagé à poursuivre l'expansion des programmes sociaux et des politiques prosociales et à défendre la souveraineté des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont caractérisé les dix dernières années de la révolution citoyenne de l'Équateur et de la présidence Correa. Cela a permis à plus d'un million de personnes de s'extirper de la pauvreté et d'élargir considérablement

les soins de santé publique et l'éducation.

Suite aux résultats, le président Correa a déclaré : « La révolution a triomphé de nouveau en Équateur. La droite a perdu, malgré ses millions et ses médias. » Le ministre équatorien des Affaires étrangères Guillaume Long a déclaré que le résultat « appuie positivement notre plan pour créer un Équateur plus égal. Nous avons fait de grandes avances dans le progrès social au cours de la dernière décennie et nous continuerons de le faire pour les quatre prochaines années. »



Moreno fait campagne durant l'élection présidentielle en février 2017.

L'élection de Moreno est une défaite pour les impérialistes américains et l'oligarchie locale. Les deux avaient espéré poursuivre dans la même veine que le coup d'État constitutionnel au Brésil et le coup d'État électoral en Argentine contre les forces progressistes en prenant le contrôle de l'Équateur, un membre de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de nos Amériques (ALBA) et principal pays au sein d'autres mécanismes de coopération régionale tels que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR). Depuis lors, le Brésil et l'Argentine ont été utilisés comme des acteurs des attaques impérialistes américaines contre la République bolivarienne du Venezuela par l'intermédiaire de l'Organisation des États américains (OÉA) et d'autres organisations.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a déclaré à propos de la victoire : « Conscient de l'importance du moment historique, le peuple équatorien a porté un dur coup stratégique, à l'échelle du continent, aux pouvoirs qui sont conduits par le département d'État [des États-Unis], qui a de nouveau échoué dans sa tentative obsessionnelle de déstabiliser les gouvernements progressistes de la région. » Raul Castro, président des Conseils d'État et des ministres de Cuba, a félicité Moreno pour la victoire de l'Équateur, affirmant que cela « inaugure une nouvelle étape de la Révolution citoyenne et continuera l'engagement de cette nation soeur envers l'unité et la défense de la souveraineté de notre Amérique ».

LML félicite Lénine Moreno et le peuple de l'Équateur pour avoir prévalu à un moment où les impérialistes intensifient les efforts pour faire échec à toutes les réalisations des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, d'abord et avant tout l'affirmation de la souveraineté. La consolidation de la révolution des citoyens en Équateur est une contribution importante à la défense des peuples du continent et de leurs mouvements.

(Sources : TeleSUR)